

Chronique hebdomadaire et citoyenne

de J. C. du 29 novembre 2008

Du social...

Le social ! Voilà une question, importante, capitale, essentielle qui, durant plus de deux décennies déjà, a été délaissée, progressivement abandonnée et mise même sous l'éteignoir. Quel aveuglement ! Quelle erreur ! Et politique, d'abord ! Or, n'y a-t-il pas longtemps que les conséquences déshumanisantes, éclatantes aujourd'hui aux yeux de plus en plus de citoyens, étaient prévisibles et seraient ce quelles sont irrémédiablement devenues ? Toute société, qu'on veuille l'admettre ou non, évolue, progresse en fonction du rapport existant entre puissants et faibles, maîtres et esclaves, riches et pauvres, exploiters et exploités, capitalistes et salariés, conservateurs et progressistes, droite et gauche... Non, vraiment, absolument rien n'a fondamentalement changé de ce côté là ! Ainsi, comme souhaité par les « maîtres » du monde : les multinationales, les puissances financières, la mondialisation s'est progressivement imposée. Aujourd'hui, pour ces grands groupes, ces sociétés internationales, la rentabilité financière est l'unique, l'incontournable critère de toute gestion. Et c'est un taux de rentabilité à deux chiffres qu'attendent, maintenant, les équipes dirigeantes pour leurs actionnaires et leur survie comme les gestionnaires de tous les énormes fonds de pension, si volatiles. Dès lors que se développe cette course effrénée des uns, sans répit, sans limite, sans règle, sans éthique ou scrupule, aux profits vertigineux, aux spoliations éhontées, comment les autres, bien que majoritaires, n'en subiraient-ils pas tous les effets dévastateurs ? Là, ici, partout à travers la planète, les pays européens inclus ! Résultat, après les « trente glorieuses », reconnues comme telles, qui furent, elles, bénéfiques à tous, même quelque peu à la classe ouvrière, dans notre propre pays par exemple, la part de la valeur ajoutée c'est-à-dire la part de la valeur de l'ensemble des richesses créées revenant au monde du travail a diminué de dix pour cent (P I B) en l'espace de vingt cinq ans au profit des privilégiés, du monde du capital.

Enorme ! Incroyable ! Cela se traduit par des rémunérations, délirantes, indécentes de certains grands dirigeants, des bénéfices, considérables, de la plupart des grandes entreprises cotées en bourse (CAC 40).

Et, -qui ne le sait ?- « il n'y a pas d'omelette sans casser d'oeufs ! »

Donc, comme toujours, les petits font les frais de ce système financier !

A vrai dire, les ravages des « folies » se multipliant exponentiellement, les couches moyennes sont, elles aussi maintenant, à leur tour, de plus en plus touchées dans leur niveau de vie et, deviennent aussi, inquiètes quant à leur avenir professionnel immédiat ou à moyen terme.

L'annonce des licenciements ne se fait-elle pas aujourd'hui, trop souvent, par centaines voire même par milliers ? Jusqu'où ? Jusqu'à quand ?

Le monde pourra-t-il encore tourner vraiment longtemps en suivant cette tendance ou, pour être beaucoup plus précis, ce nouveau capitalisme qui anéantit et anéantira, toujours plus, l'Homme pour l'incongrue insatiabilité des prédateurs à la vue courte, limitée, déformée, résistera-t-il à la grave crise financière qui commence à sévir partout ?

Les dirigeants politiques n'ont-ils pas, eux aussi, trop tôt, sans combattre, abandonné et confié à d'autres (les banquiers) leurs prérogatives puis, hélas, montré l'exemple du renoncement, et, inconsciemment, reconnu, sans pouvoir le dire explicitement, leur peu de pouvoir ?

Au lieu de blâmer ceux qui à la base sont désorientés, déboussolés, recroquevillés dans leur individualisme, perdus pour l'action collective, se révèlent du coup insensibles à l'intérêt général, ne devons-nous pas, plutôt, essayer de les comprendre, d'expliquer que cela résulte de choix ?

Car pour vivre sa vie du mieux possible, s'affirmer, s'investir, agir, espérer, ne faut-il pas d'abord éprouver la dignité à laquelle a droit, devrait avoir droit tout être humain, quel qu'il soit, et qui vient, sans l'avoir demandé, sur terre ?

Justement, la dignité ne passe-t-elle pas toujours et encore de nos jours par quelques droits fondamentaux : le droit au logement, le droit à l'emploi ?

Tout système économique ne devrait-il pas, par essence, viser à améliorer, en permanence, les conditions de vie de ceux qui contribuent, intrinsèquement, à son bon fonctionnement, à sa réelle prospérité et à son développement ?

N'en doutons pas, l'important, avant même la rose que chantait le poète, c'est le social et par conséquent, à nouveau, il reviendra à l'ordre du jour.